

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1246 du 8 septembre 2015 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50€

1981-2015 | 35ème année de parution



SOMMAIRE DU N°1246

EDITORIAL : L'amour est dans le pré pp.1-2

CONJONCTURE : Coûts et Bénéfices de l'immigration p. 3

ACTUALITES : Les tarifs ne sont pas des prix p. 4 - La baisse des impôts : on y voit plus clair p. 5 - Les Républicains sont unis p. 5

ACTUALITES LIBERALE : Libérer le marché du travail p. 7

LU POUR VOUS : p. 8

L'amour est dans le pré

C'est le titre du commentaire de Daniel Fortin dans Les Echos de jeudi dernier, au lendemain de la manifestation des tracteurs à Paris. Le journaliste, lucide et courageux, a brocardé Manuel Valls. Ayant accordé aux paysans quelques unes des faveurs qu'ils exigeaient, le Premier Ministre a proclamé avec émotion « c'est un geste d'amour ».

L'amour a inspiré un geste que les manifestants ont jugé très insuffisant : habitués à faire leurs comptes, ils ont estimé que l'obole reçue ne valait pas le prix du voyage. En effet, le geste émouvant de Manuel Valls se réduit à une enveloppe de 3 milliards, dont un débloqué immédiatement, et à la suspension pour un an des remboursements des crédits bancaires contractés : l'amour est dans le prêt.

L'amour est aveugle et a sans doute empêché notre Premier Ministre de voir que son geste allait en fait très loin, puisqu'il gonflait les quatre roues sur lesquelles roule le tracteur français (et pas seulement le tracteur agricole) : corporatisme, protectionnisme, dirigisme et anarchisme.

Le corporatisme est une vieille tradition dans ce pays où l'on a toujours estimé que le peuple serait mieux servi dans la mesure où les producteurs étaient mieux organisés et mieux considérés. Ignorant les vertus de la concurrence, pourtant la meilleure façon de satisfaire les consommateurs, avec des qualités supérieures et des prix inférieurs, l'Etat a toujours été le protecteur des corporations. >>

Abonnements et commandes

Pour vous abonner ou vous réabonner à la Nouvelle Lettre et passer vos commandes d'ouvrages, cliquer sur le bouton de paiement en ligne ou imprimer le bulletin d'abonnement et retourner-le-nous par courrier avec votre règlement.

Abonnement et paiement en ligne

Bulletin d'abonnement

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

www.libres.org

Diffusion pour aleps par gmsolutionsweb

L'amour est dans le pré (suite)

Les efforts de Turgot ou Le Chapelier pour instaurer la liberté d'entreprendre et de commercer ont été vains. Professions réglementées oui, ouverture du marché non. Voilà pourquoi le tracteur français avance tous freins serrés : la tyrannie du statu quo s'est installée voilà des siècles et triomphe aujourd'hui avec l'Etat Provence et le jeu électoral. De plus, le poids politique du corporatisme paysan est d'autant plus considérable que la population agricole est bien ciblée : peu nombreuse (donc facile à mobiliser), géographiquement concentrée dans quelques circonscriptions. Un milliard pour les paysans, c'est beaucoup pour eux (ils en voudraient davantage bien sûr), c'est seulement quelques euros de plus pour chacun des millions de contribuables, mais finalement quelques centaines de candidats élus.

Le protectionnisme est la seule façon de fuir la concurrence actuelle. Les corporations peuvent paralyser la concurrence à l'intérieur des frontières, mais l'Etat protecteur est moins efficace face à l'Europe et à la mondialisation. Piégée par la Politique Agricole Commune qui pendant des décennies a servi une rente à nos paysans en bloquant les importations en provenance du reste du monde, la France est maintenant confrontée à l'assaut des autres Européens qui, eux aussi, ont compris l'intérêt d'un marché commun. La PAC ouvrait les vannes des subventions et des prix garantis, mais elle ouvrait aussi un marché élargi. Aujourd'hui les agriculteurs s'étonnent des performances réalisées ailleurs : en Hollande, en Allemagne, au Danemark, etc. « Nous n'avons pas pu le faire ». Se demandent-ils pourquoi ? Il y a en fait deux raisons : quand on vit de subsides on perd de vue la productivité, quand on vit de l'Etat on doit s'attendre à supporter ses charges fiscales, sociales, et sa réglementation. Quand la menace concurrentielle se précise, il est plus facile de manifester que de revoir ses méthodes et sa gestion. Fort heureusement, il existe beaucoup de producteurs qui ont innové sans s'endetter outre mesure. Ceux-ci s'en tirent bien (et laissent défilier ceux-là qui roulent pour eux). En matière économique, le protectionnisme ne protège personne, le « patriotisme économique » n'est qu'un slogan : consommateurs et concurrents auront le dernier mot, si on leur laisse la moindre liberté de choix.

« *L'amour est dans le prêt* »

Mais peut-être le dirigisme a-t-il pour objectif de conjurer cette issue en réduisant la liberté. Il est inimaginable dans une société de liberté de voir un gouvernement déchirer sans scrupule un contrat passé entre des particuliers : le décret détruisant le contrat ! Les clauses de l'emprunt souscrit par les paysans auprès des banques ont été librement signées, que l'on sache. Le « crédit agricole » serait-il aussi « protégé » par l'Etat ? Les banques peuvent-elles réagir ? Voilà longtemps qu'elles sont inféodées ou soumises au pouvoir. Elles subissent contre leur gré la concurrence déloyale du réseau financier public : Caisse des Dépôts, Banque d'Investissement Public, livrets A. Elles seront sans doute « compensées » et les seules victimes seront en fin de compte les contribuables. Le pouvoir n'est pas de nature à se laisser effaroucher par une manifestation des banquiers.

Enfin, et non le moindre, les manifestations et leurs suites démontrent que ce pouvoir, si dirigiste et si sûr de bien faire dans l'intérêt général, est incapable d'assumer la mission pour laquelle il a été mis en place : assurer la sécurité. Il ne l'assure pas pour garantir la vie et le bien des personnes, mais pas davantage pour maintenir l'ordre public. Les manifestants ont pu bloquer Paris et par voie de conséquence faire perdre une journée de travail à un quart de la population ; ils ont pu circuler au mépris des règles imposées ; ils ont pu bousculer, parfois casser. Le tout dans l'impunité la plus totale. De quoi donner des idées à d'autres corporations, à d'autres opposants à l'Europe et à la mondialisation, des Verts, des Rouges. A la différence de ce qui s'est passé à propos des lois Taubira, les manifestants sont ici sûrs d'être écoutés. On est dans l'anarchisme, c'est-à-dire le système qui privilégie l'anarchie et détruit la démocratie, le système qui respecte la loi du plus fort et ignore l'état de droit. Quand l'Etat Providence ne peut plus être providentiel, quand le roi est nu, la violence et l'injustice font le droit. L'amour est dans le pré, le pouvoir est dans la rue.

Corporatisme, protectionnisme, dirigisme, anarchisme : il nous reste maintenant à libérer la France de ces fléaux. Pour ce faire, trois impératifs : amener les Français à regarder ce qui se passe autour de nous, au lieu de les abrutir avec un patriotisme frelaté, leur expliquer comment on peut se passer de l'Etat Providence, et les bénéfiques de cette mutation, faire appel à leur sens de l'honnêteté, du travail, du mérite – les vraies valeurs républicaines, les vrais vecteurs de la liberté.

« *L'Etat Providence mène à l'anarchie* »

Jacques Garello

Une nouvelle crise financière mondiale ?

C'est visiblement la question que se sont posés les participants au G 20 tenu à Ankara à la fin de la semaine dernière. Ils ont crié haro sur le boudet chinois mais n'ont pas caché leur crainte d'une réédition de la crise de 2008. Et, de fait, les bourses du monde entier n'ont pas « digéré » en quelques séances le choc chinois et s'enfoncent d'une manière imprévue.

En réalité, ce n'est pas en Chine, mais aux Etats-Unis, que les nuages s'accumulent : la politique monétaire américaine est à nouveau en cause. Est-ce grave ?

De la perturbation à l'effondrement

Nous avons évoqué la semaine dernière les problèmes de la Chine. Ce pays souffre d'une part d'un trouble du système, il ne peut accepter la propriété privée des grandes sociétés, d'autre part d'une obsession financière, les dirigeants étant persuadés que les cours boursiers sont le reflet fidèle de l'économie réelle.

De la finance à l'économie réelle

Aujourd'hui la mode intellectuelle est d'opposer finance et économie réelle. Ce n'est ni vrai ni faux. Ni faux dans la mesure où les fluctuations boursières sont décalées par rapport à la vie économique des entreprises et des ménages. Depuis plusieurs mois les indices boursiers n'ont cessé de monter alors que la croissance est ralentie, voire stoppée comme en France. Ni vrai parce qu'il y a un vase communicant : la politique monétaire. La monnaie est en effet la matière première sur laquelle travaillent

Que va-t-il se passer à Washington ?

Quand les cours de Bourse deviennent un produit dérivé de la politique monétaire, c'est l'évolution de celle-ci qui devient déterminante. Or, voilà des mois que le monde entier s'interroge sur les intentions de Madame Janet Yelen, gestionnaire en chef du dollar. Et elle-même s'interroge : va-t-elle ou non atténuer, sinon arrêter, l'ex-

Où en est l'économie réelle ?

La croissance économique s'est ralentie en Chine, au Brésil et en Russie, trois des pays émergents les plus puissants. Elle a au contraire repris aux Etats-Unis, avec un taux de chômage le plus faible depuis dix ans. En Europe, dans plusieurs pays, leçon de la précédente crise a été comprise : retour à la rigueur budgétaire, diminution de la dette publique, allège-

La crise qui a frappé dans un premier temps les places chinoises et asiatiques devrait donc se limiter à cet espace. Hélas, la chute des cours des actions dans toutes les bourses du monde, à commencer par Wall Street, s'est prolongée et certains cours retrouvent un niveau jamais atteint depuis 2007. Le CAC 40 est passé en un mois (du 4/08

tous les opérateurs en bourse. Ils sont heureux quand la monnaie ne coûte rien (et peut même rapporter dans le cas de taux d'intérêt négatifs). Nous n'avons cessé ici de dénoncer les politiques expansionnistes des banques centrales avec la mode du *quantitative easing* pratiqué par la FED depuis Bernanke (voire Greenspan), et la Banque Centrale Européenne sous l'impulsion de Mario Draghi. Faire tourner plus vite la planche à billets est une bonne affaire pour les boursiers : ils ont autant de liquidités qu'ils le

pansion monétaire ? Le dollar, mauvaise monnaie s'il en est puisque sa contre partie est faite de créances sur le Trésor américain, en déficit permanent depuis longtemps, et en déficit abyssal depuis Obama, demeure paradoxalement la monnaie mondiale la plus utilisée et la plus demandée, depuis que la livre, l'euro et le

ment du secteur public, assouplissement du marché du travail.

Le drame serait de revenir aux errements de la politique de la demande. La Commission Européenne, empêtrée dans la crise grecque, peut encourager Mario Draghi à persévérer dans l'erreur. Mais va-t-on infléchir les politiques de l'Allemagne, de la Grande Bretagne, des pays de l'Europe centrale et

au 4/09) de 5.200 à 4.500 points.

Voilà de quoi alerter le monde de la finance mais aussi, bien au-delà, le monde économique : une crise financière peut-elle engendrer une crise économique ? En 2008 la réponse n'a fait aucun doute : oui. L'effondrement mondial des cours pourrait donc présager d'une stagnation tout aussi mondiale.

veulent. La Banque Centrale de Chine, comme nous l'avons rappelé, a inondé la bourse de Shanghai pour « réamorcer la pompe ». Ainsi se crée une euphorie artificielle, mais aussi une irresponsabilité généralisée : tous les feux semblent au vert et les erreurs de gestion se multiplient, les crédits et les investissements étant affectés à des emplois douteux, voire mortels ; le secteur immobilier est particulièrement concerné par ces bulles.

yen se sont volontairement dévalués. La « guerre des monnaies » complique la gestion du billet vert. Redonner au dollar une valeur réelle et relever les taux d'intérêt, serait la mesure sage. Mais les keynésiens de tous bords estiment que ce serait tuer la reprise de l'économie américaine. Encore une minute, Madame le bourreau...

scandinave ? Sans être très dynamique, la croissance est là, le chômage est stabilisé autour de 5 %, les dettes se réduisent, et la déroute française donne à réfléchir aux autres peuples d'Europe. Quant aux Etats-Unis, l'inconscience d'Obama devrait appeler une alternance reaganienne. La solution, une fois de plus, est à Washington. ●

Coûts et Bénéfices de l'immigration

Pourquoi les Européens se divisent-ils sur la conduite à tenir ?

Dans le drame actuel de l'immigration, il y a une dimension humaine, une dimension politique et une dimension économique. La dimension humaine a suscité émotions, compassions, solidarités, révoltes, toutes légitimes. La dimension politique est surtout faite d'interrogations : quelle attitude tenir en Syrie ? Quel est le jeu d'Erdogan ? Et celui des sunnites ? Et celui de Poutine ? Et d'Obama ? Les Européens sont-ils capables de définir une position commune ? Cette dernière question est sans doute liée à ce que l'on attend de l'Europe : une autorité régulatrice de l'immigration, ou un espace ouvert, ou un compromis entre Etats souverains ? Le fait est que les Européens sont à ce jour divisés sur la conduite à tenir. Cette division est peut-être politique, mais elle révèle aussi la dimension économique de l'immigration. Certains voient dans la vague des immigrants des coûts considérables à assumer, d'autres y voient à l'inverse des bénéfices.

Il faut de ce point de vue distinguer le long et le court termes. A long terme, les immigrants sont tenus pour acteurs de développement économique. C'est incontestable pour les « colonies de peuplement » et les « pays neufs » comme les Etats-Unis, l'Australie ou le Canada. Mais c'est aussi vrai pour de vieux pays, et en particulier la France. Les Italiens, Polonais, Espagnols, Portugais, ont contribué à la prospérité de notre pays. Quantitativement, parce qu'ils ont fourni une main d'œuvre qui manquait (songeons par exemple à la saignée de la population française par la guerre de 14-18), qualitativement parce que l'immigration (surtout quand elle est volontaire et pacifique) opère toujours une sélection en faveur d'individus et de familles acceptant le changement et le risque. Faut-il rappeler que le million de pieds-noirs et harkis fuyant la barbarie algérienne a donné un élan extraordinaire à la France de 1962 ? Un pays qui accueille des gens de qualité économise les coûts de croissance, d'éducation et de formation assumés par le pays d'origine. Une aubaine pour les Canadiens ou les Anglais qui reçoivent chaque année des milliers de jeunes Français ! La France devient une réserve de cerveaux dans laquelle les autres peuvent puiser.

A court terme, l'immigration apporte plutôt des bénéfices dans certains pays, et plutôt des coûts dans les autres. Pourquoi l'Allemagne n'a-t-elle pas la même position que ses voisins polonais, tchèques, baltes ? La première raison est que les salaires sont élevés en Allemagne, car la main d'œuvre est rare, même dans des métiers qualifiés (60.000 informaticiens indiens y opèrent). L'immigrant accepte des rémunérations moindres, au moins sur-le-champ. La deuxième raison est que la population allemande est vieillie, ce déséquilibre démographique grève lourdement le système de retraites. Par contraste les voisins n'accueillent pas volontiers des personnes jeunes et peu exigeantes, de nature à concurrencer les travailleurs nationaux.

Certes les données culturelles, et principalement les religions et les traditions, peuvent expliquer une réaction de limitation ou de rejet, mais elles ne font qu'amplifier les données économiques et démographiques.

Pour en revenir aux Allemands, il faut considérer que la plus grande immigration qu'ils ont vécue a été à l'occasion de la réunification. Il y avait déjà eu une immigration clandestine avant 1989 qui a poussé des centaines d'Allemands de la RDA à franchir le rideau de fer : immigration courageuse et qualitative. Mais ensuite les habitants de la RFA ont pendant près de vingt ans assumé les coûts de l'immigration de leurs compatriotes, par solidarité bien sûr, mais aussi parce qu'ils ont réussi à intégrer une population désireuse de vivre « autrement » au prix d'un effort considérable. Le pari sur la liberté s'est révélé payant.

A coup sûr, ces considérations économiques ne sont pas souvent prises en compte en France. Tout d'abord, la main d'œuvre est suffisante, ce sont les emplois qui manquent. Ensuite, l'immigration en France est en grande partie artificielle, amplifiée par une protection sociale « généreuse ». Les droits sociaux sont accordés sans réserve aux immigrés, nombreux sont ceux qui viennent chercher des indemnités plutôt que du travail. Enfin, la population française, bien que vieillissante, décline moins vite qu'ailleurs, grâce à une natalité plutôt élevée (à laquelle les immigrés participent activement) et si le régime des retraites est en faillite c'est essentiellement à cause du système lui-même. Enfin, les considérations économiques sont moins présentes dans les réactions des Français, la religion et la culture paraissent plus déterminantes. Dans ces conditions, les coûts de l'intégration, et a fortiori de l'assimilation, sont bien plus élevés qu'un siècle en arrière.

Voilà pourquoi le débat sur l'immigration est chez nous d'abord politique, déclenchant une surenchère entre partis. Il est heureux que, dans le court terme, la dimension humaine ait été retrouvée, la société civile jouant ici sa mission naturelle de réconfort et de solidarité. Mais, même là encore, l'arrière plan politique n'est pas absent... « Ils viennent manger le pain des Français » dit un clan. « Ils n'ont pas de pain », dit l'autre.

La semaine dernière, la Nouvelle Lettre a présenté huit propositions qui devraient permettre de régler durablement le problème de l'immigration. Il faudra attendre que la vague et la fièvre migratoires diminuent pour dépasser les passions et éviter les erreurs. ●

La baisse des impôts : on y voit plus clair

Cette obscure clarté qui tombe de l'Etoile

Hier François Hollande était la vedette étoile de la télévision française. Il n'a pas déçu. Il est réellement inégalable dans l'art de noyer le poisson, avec un mélange de fausse naïveté, d'humour subtil et de banalités rassurantes. En dehors d'un changement à peine perceptible dans l'attitude de la France, dans son attitude en Syrie, où l'on se décide enfin à choisir entre Hassad et Daech, les journalistes présents n'auront rien appris. Le plus bel exercice de style aura été la réponse concernant le blocage de l'autoroute Paris Lille par 60 caravanes de « gens du voyage », le journaliste de la Voix du Nord en est resté sans voix !

En dehors de l'incontournable problème de l'immigration, la presse attendait François Hollande sur deux points d'actualité économique : la réforme du code du travail et la baisse des impôts sur le revenu. Nous revenons plus loin sur le code du travail, mais en ce qui concerne la

baisse des impôts, le discours est un modèle d'enfumage. La faute n'en revient pas au seul Président. C'est Bercy qui nous régale de chiffres globaux qui n'ont aucune signification mais qui doivent impressionner le bon peuple.

Que vous chaut de savoir que la baisse représentera 2 milliards d'euros, qu'elle touchera entre 16,5 et 17 millions de foyers fiscaux, soit 45 % des contribuables, et représentera 400 euros pour 2 millions d'entre eux mais moins de 100 euros pour 1,5 millions ? Si votre avis d'imposition vous fait sauter de joie parce que le racket fiscal vous ménage une pause apparente, Bercy aura réussi son coup de pub : vous en oublierez que vous avez le plaisir de payer des impôts sur le revenu, alors qu'un Français sur deux n'a pas accès à cet honneur, et que vous n'avez cessé de cracher au bassinet fiscal depuis dix ans (merci d'ailleurs au précédent gouvernement). Et si de plus vous avez la chance d'appartenir à ces

10 % des contribuables qui payent 70 % du montant collecté par l'impôt sur le revenu, vous vous direz qu'il est de votre devoir civique de laisser au percepteur l'équivalent de un ou deux mois de vos gains.

La fiscalité française est un exemple d'arbitraire idéologique : « il faut faire payer les riches », c'est-à-dire ceux qui ont participé avec le plus de succès à la croissance, à l'épargne, à l'entreprise et au travail. Mais l'arbitraire est masqué par le discours répété à l'envi par le Président : alléger la charge des classes moyennes et en dispenser les plus démunis. La justice sociale est le socle de la tyrannie fiscale. Mais l'essentiel n'est-il pas que tous les Français sachent que les impôts baissent. Comme disent les médias, le « geste fiscal » répond au « ras-le-bol » fiscal : ça suffit. Qu'importe que le geste soit un écran de fumée, voire un pied de nez ? •

Les Républicains sont unis

N'est-ce pas l'essentiel dans la perspective des élections régionales ?

Le week end dernier à la Baule Université d'Été des LR (comme on doit dire maintenant).

On peut tout attendre de ces Universités d'Été des partis politiques sauf d'y voir débattre sur de nouvelles idées. LR n'ont pas failli à la tradition.

On aurait pu s'attendre à une confrontation de fond entre les candidats aux primaires de 2016 : le programme de sensibilité libérale de Fillon, d'insensibilité étatique de Juppé, de vacuité agressive de Sarkozy. Mais nous sommes à quelques semaines

des régionales : donc défense de se diviser, défense de penser.

Pour le spectacle, on a donc eu la photo du podium, avec le président de LR sur la plus haute marche, comme il se devait. Cela suffira-t-il à mobiliser tous les électeurs potentiellement de droite ou du centre ? Les premiers rassemblements de campagne semblent donner raison à Sarkozy. A Nice par exemple la réunion autour de Christian Estrosi a été un plein succès, avec plus de cinq mille participants. Le secret du succès : chasser Hollande, les socialistes, les Verts et les Frontistes, et rendre à la

droite et au centre les régions confisquées par la gauche en 2010. Donc, à l'approche des scrutins décisifs - et celui-ci en est un - c'est l'électoratisme qui reprend ses droits, et les programmes des candidats passent à la trappe. La couleur attire le chaland. Comme leur nom l'indique, Les Républicains n'ont pas à se soucier d'un programme : ils défendent les valeurs de la République, cela devrait suffire aux électeurs. Scène connue de la vie démocratique en France : les candidats demandent un chèque en blanc, les électeurs recevront un chèque en bois. •

Libérer le marché du travail

La Nouvelle Lettre se propose d'examiner de façon claire et détaillée les principes qui devraient fonder un programme libéral, qui tarde à mûrir dans la classe politique. La semaine dernière nous avons ouvert le grand dossier de la libération du marché du travail. Nous avons devancé les rapports qui se succèdent actuellement : depuis 1986, l'ALEPS a fait des propositions qui ont reçu peu d'échos en France, alors que les mesures évoquées ont été mises en application avec succès dans de nombreux pays étrangers. Les lois Hartz en Allemagne en sont un excellent exemple.

Nous allons d'abord faire un tour d'horizon des rapports qui circulent actuellement, puis les apprécier, puis revenir sur une mesure phare à nos yeux : l'instauration du salaire complet.

De Montaigne à Combroxelle

L'Institut Montaigne a la réputation d'un « think thank libéral ». C'est un honneur immérité car la plupart des écrits publiés fleurent la sociale démocratie à la française. C'est un libéralisme « a minima », très éloigné de cet « ultralibéralisme » qui inspire l'ALEPS depuis cinquante ans. Mais, sans aller jusqu'à supprimer le Code du Travail, le rapport Montaigne veut en éviter les méfaits majeurs en privilégiant les accords d'entreprises. Ces accords doivent échapper au « syndicalisme d'appareil » qui a trop de pouvoir aujourd'hui.

Un autre rapport « moins libéral » (Les Echos) est celui de Terra Nova, un think thank du PS, qui a chargé François Chérèque de sa rédaction. Le Code du Travail est assez étrillé, et les accords collectifs devraient l'oublier ou l'adapter. Mais ces accords sont à rechercher au niveau de la branche, et non pas des entreprises, qui ne bénéficient pas tou-

jours d'une représentation syndicale. Comme l'Institut Montaigne le suggérerait, les accords devraient être « majoritaires », signés par des syndicats représentant plus de 50 % des voix aux élections professionnelles. Des accords peuvent aller jusqu'à réformer la mise en œuvre du SMIC.

Enfin, remis aujourd'hui même au Premier Ministre, le rapport Combroxelle (ancien Directeur Général du Travail) est en net retrait : « Le Code du Travail et l'intérêt collectif priment sur l'intérêt individuel concrétisé par le contrat de travail ». C'est clair et net. Cependant, des aménagements peuvent être apportés par des accords, surtout au niveau des branches. Le rapport ne manque pas de rappeler « le principe de faveur » : les accords ne sont valides que s'ils représentent un avantage nouveau pour les salariés ! Le rapport fait allusion à la durée légale du travail,

dont le plafond est indiqué par les normes européennes (48 heures) et aux amodiations du SMIC. Enfin, on attend le rapport Mettling qui doit être remis au nouveau ministre du Travail, Madame Myriam El Khomri.

Ces rapports sont-ils l'annonce d'une grande loi libératrice du marché du travail ? Sans doute non si l'on s'arrête aux propos du Président lundi : la durée légale du travail ne sera pas modifiée, on ne touchera pas au SMIC, le contrat de travail n'est qu'un « compromis » adapté à « la réalité des entreprises » mais qui ne doit en rien modifier le texte et l'esprit de la loi. Si certains, de bonne foi, essaient de réformer le marché du travail, François Hollande de son côté essaie de recoller les morceaux de sa majorité. Il ne peut même pas suivre Valls, qui lui-même ne peut suivre Macron, qui lui-même ne veut pas brûler le Code du Travail : politique d'abord.

Les critères d'une réforme

Ces divers écrits et discours permettent de repérer les rares espoirs et les nombreuses pierres d'achoppement d'une réforme durable de libération du marché du travail.

Les espoirs : le discrédit quasi unanime du Code du Travail, dont la complexité et la rigidité sont soulignés par tous, la reconnaissance d'une diversité des réalités

des entreprises, une certain recul par rapport à la représentation syndicale actuelle.

Le grand problème est celui de la « hiérarchie des normes », comme disait Kelsen. Subsidiarité ou dirigisme ? L'Institut Montaigne lui-même n'entend pas soumettre le contrat de travail au droit commun des obligations : le contrat individuel est apparemment éva-

cué, et si l'on parle de contrat, il ne saurait être que collectif. La subsidiarité ne saurait donc jouer qu'entre quatre niveaux de normes : la loi, générale et impersonnelle, les contrats collectifs interprofessionnels (nationaux), les contrats de branches professionnelles, les contrats d'entreprises.

Ceux-ci ne sont pas encore entrés dans l'esprit de nos gouvernants et de nos syndicats.

Le deuxième problème, lié au précédent, est celui des normes « imprescriptibles » (comme disent les socialistes) : une réforme peut-elle avoir un sens si l'on continue à fixer une durée

Et si l'on donnait la parole au personnel ?

En dehors d'une représentation légale mais arbitraire par les syndicats, le personnel n'est pas consulté, et sans doute les rapports et discours qui s'accumulent actuellement laissent-ils la plupart des Français indifférents, ou à juste titre sceptiques ou résignés. Une fois de plus, la réforme est conçue « top down », parachutée depuis les dirigeants jusqu'au bon peuple.

C'est la raison pour laquelle les libéraux français n'ont cessé depuis plus de trente ans de militer pour le salaire complet.

légale du travail, un salaire minimum, une durée du contrat, les conditions d'embauche et de licenciement ?

Le troisième problème est celui des négociateurs des accords collectifs. La représentativité ne peut se décréter au niveau national ; le monopole syndical, qu'il

Le personnel pourra prendre la parole quand il sera informé de ce qui s'est mis en place, à ses dépens, depuis 1945. Le marché du travail devrait être un pôle d'information, mais les informations essentielles manquent au commun des mortels. Le salaire complet est un moyen pour le personnel de savoir ce qu'il lui en coûte, mais aussi ce qu'il pourrait avoir si l'on réformait le système. Voici quelques caractéristiques présentées par le pionnier du salaire complet dans son propre groupe industriel, Axel Arnoux, Vice Président de l'ALEPS :

soit de présentation des candidats ou de représentation du personnel, n'a aucune raison d'être. Encore moins les syndicats peuvent-ils bénéficier de l'aide publique, et les leaders syndicaux de privilèges légaux.



1° Le salaire complet est l'addition du salaire net actuel et des parts patronales et salariales des charges sociales, ce qui donne, au total, une somme deux fois plus élevée que celle que chacun reçoit. C'est la reconnaissance juridique des droits de propriété des salariés sur la valeur complète de leur travail.

2° C'est la présentation d'un bulletin de paie avec tous les prélèvements sociaux fusionnés par catégorie de prestations. Ainsi le salarié prend-il connaissance du prix de sa santé, de sa retraite, de son logement, de son transport, etc. Apparaît alors ce que les monopoles publics (Sécurité Sociale, Allocations Familiales, habitat social) coûtent à chacun.

3° Le bulletin peut présenter au personnel le calcul actuariel

qui permet de connaître ce qu'une retraite par capitalisation pourrait lui rapporter au lieu de la retraite par répartition à laquelle il est assujéti.

4° Il peut aussi présenter les prix mondiaux des diverses prestations qui lui sont imposées par lesdits monopoles. Ainsi peuvent être restaurés les droits fondamentaux des consommateurs : libre choix des prestataires et des assureurs.

5° C'est la volonté de dépolitiser et désyndicaliser un pays embourbé dans ses corporatismes égoïstes et corrompus, à l'origine des difficultés industrielles que nous connaissons par overdose de prélèvements et de réglementation.

6° C'est la séparation logique de ce qui est du ressort de l'économie et de ce qui relève

de la solidarité et de la générosité (mises en œuvre à titre personnel ou par une redistribution fiscale si nécessaire). Dans sa propre entreprise, Axel Arnoux a été pleinement suivi par son personnel, mais le désir de réforme s'est arrêté là : la bureaucratie française protège les monopoles publics. Dans une autre très grande entreprise française, les syndicats ont empêché l'instauration du salaire complet, les tribunaux leur ont donné raison : « le personnel n'est pas rémunéré par les clients, mais par l'entrepreneur » ont dit les juges.

Dans son étude sur la réalité et les bienfaits du salaire complet (par exemple le bulletin « **Liberté économique et progrès social** » de l'ALEPS, n° 131 avril 2010), Axel Arnoux concluait : « Le salaire complet est une arme capitale dans le combat pour la liberté ».

LE FIGARO

Les affaires vont-elles reprendre ?

Une pleine page pour les libéraux dans Le Figaro du jeudi 3 septembre

J'avais diagnostiqué après la victoire des socialistes en 2012 que la cote du libéralisme allait nécessairement remonter. La courbe du libéralisme s'est-elle inversée ? Oui, mais dans le mauvais sens. Depuis trois ans, l'opposition a été incapable de tirer les leçons de son échec. Elle n'a pas compris que ses électeurs l'avaient fuie parce que les promesses de 2007 n'avaient pas été tenues : fiscalité galopante, déficits et dettes en hausse, écologisme militant (Grenelle), relance keynésienne, diplomatie déboussolée. Depuis trois ans, l'opposition surfe sur la vague anti-Holande ; c'est facile. Mais ce n'est pas un programme de gouvernement et la pensée libérale n'intéresse plus grand monde au sein de la classe politique.

Est-on enfin sur le point d'inverser la courbe, dans le bon sens cette fois-ci ? Je me réjouis de ce qui pourrait être un signe avant-coureur : le très conventionnel Figaro a accueilli en une même page deux de nos plus proches amis. Je rappelle ici leurs contributions, qui illustrent l'actualité et la qualité des idées libérales. Je remercie aussi tous ceux qui participent à l'inversion de la courbe, notamment par leur soutien et leur diffusion de la Nouvelle Lettre, pur cristal de l'ultralibéralisme, d'autres doivent se joindre à nous.

J. Garello



Pascal Salin

Comment les 35 heures augmentent les déficits publics

Dans le débat sur le marché du travail, on en revient souvent aux mêmes problèmes : la flexibilité, la productivité, la motivation du personnel et des entrepreneurs. Pascal Salin met ici l'accent sur l'un des aspects les moins évoqués mais les plus dramatiques de la réduction autoritaire du temps de travail et des fameux 35 heures. Il s'agit d'une farce, rappelle-t-il, mais aussi d'une charge considérable pour les finances publiques. La farce naît avec l'idée du partage du travail. L'emploi serait un gâteau national et, pour que chacun ait sa part, il ne faut pas que certains en prennent un trop gros morceau : le chômage, c'est parce qu'on travaille trop ! Tout salarié doit donc être bridé dans son travail pour pouvoir embaucher les chômeurs, laissés pour compte dans ce partage. D'où l'idée géniale de Madame Aubry : les 35 heures. Nicolas Sarkozy n'a pas supprimé les 35 heures, il a maintenu la durée légale du travail hebdomadaire, mais il a offert « un cadeau aux entreprises » : celles qui emploieraient du personnel en heures supplémentaires seraient exonérées de charge sur ces salaires « hors quota », le coût du travail serait ainsi ramené à un niveau acceptable, compensant les pertes dues à la loi socialiste. Mais il se trouve que le manque à gagner pour les finances publiques a été considérable : la compensation aura coûté quelque 21 milliards, qu'il aura bien fallu à leur tour compenser par de nouveaux impôts ou des déficits plus lourds. De plus, les allègements de charges ont été accordés prioritairement aux bas salaires, c'est à dire à la main d'œuvre la moins qualifiée, ce qui entraîne démotivation du personnel le plus qualifié, recours croissant à un personnel moins qualifié, donc perte de motivation et de créativité dans l'économie française. Sans croissance, moins de recettes fiscales et plus de déficits...



Jean Philippe Feldman

Non, l'agriculture française n'est pas victime du « libéralisme sauvage »

Pour justifier leurs manifestations, et pour expliquer leur colère, les paysans s'en prennent toujours au « libéralisme sauvage » : la concurrence déloyale des producteurs étrangers, le poids des charges, des normes, des quotas, etc. Mais la concurrence n'est déloyale que parce que les autres font mieux, et ils font mieux parce qu'ils sont moins harassés de charges et de réglementation, ce qui n'est pas imputable au libéralisme, mais à l'Etat ! En fait, à observer l'histoire, on décèle « un lien incestueux entre la République et l'interventionnisme en matière agricole ». En 1892, en pleine période d'explosion du commerce mondial, le « tarif Méline » met en place la protection des paysans français contre les importations. La Société des Agriculteurs de France a un poids considérable, dirigée par des notables qui ont la sympathie des maîtres des forges et des patrons industriels. Pourtant, la protection renchérit le prix du blé et du pain. Mais il y a en fait une grande complicité entre producteurs, aux dépens des consommateurs. La Politique Agricole Commune est de la même veine : qu'importe que les Européens se privent du poulet américain, du mouton néo-zélandais, ce sont les exploitants agricoles qu'il faut soutenir. Les paysans français reçoivent en moyenne 35 % de leurs revenus d'aides de l'Etat ou de Bruxelles – contre 5% pour les Australiens et Néo-Zélandais.

Le paradoxe est que les consommateurs ne sont pas les seules victimes du protectionnisme, beaucoup de petits paysans en souffrent aussi, parce que seuls quelques grandes exploitations touchent les primes destinées à la communauté paysanne.



Connaissance du libéralisme

pour ceux qui s'inquiètent pour la moralité du marché ou le matérialisme du capitalisme

Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas traité, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

36 pages, 5 €

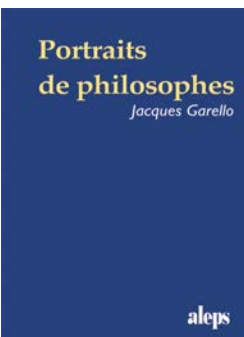


Se passer de l'Etat

à offrir à ceux qui craignent la disparition des écoles, des trains, de l'électricité, des théâtres, des musées et des stades

Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 5 €



Portraits de philosophes

pour nous persuader que la dignité de l'être humain est au cœur d'une société de libertés

D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc.

Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 5 €



Portraits d'économistes

une aide précieuse pour protéger lycéens et étudiants contre la désinformation des manuels d'économie

Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis au 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 5 €

BULLETIN DE COMMANDE

- | | | | | |
|--|----|---|----|------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Connaissance du libéralisme | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits de philosophes | 5€ | Frais de port : 1 ouvrage 2€ |
| <input type="checkbox"/> Se passer de l'Etat | 5€ | <input type="checkbox"/> Portraits d'économistes | 5€ | A partir de 2 ouvrages 6€ |

NOMPrénom

Adresse

E-mail

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et nous les faire parvenir à
ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4